

AFFIDAVIT DE JOËL ARSENEAU

Respectueusement soumis à l'attention de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction en réponse au préavis de rapport possiblement défavorable à mon égard.

Je soussigné, Joël Arseneau, domicilié et résidant au [REDACTED]
[REDACTED] Québec [REDACTED] déclare solennellement ce qui suit :

1. J'ai été élu maire de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine le 6 novembre 2005;
2. J'ai été réélu lors du scrutin municipal du 1^{er} novembre 2009;
3. Entre 2005 et 2013, à titre de maire, j'ai travaillé à la concrétisation de divers projets d'infrastructures au bénéfice de la communauté des Îles-de-la-Madeleine;
4. Le projet de réfection de la route 199 entre Cap-aux-Meules et Fatima figurait comme un projet prioritaire à la programmation du ministère des Transports du Québec lors de mon entrée en poste à titre de maire;
5. La municipalité des Îles-de-la-Madeleine avait pour objectif de coordonner les travaux de réfection ou de prolongement de ses réseaux de conduites d'aqueduc et d'eaux usées avec les travaux du MTQ afin de créer des économies d'échelle et d'éviter de rouvrir les tronçons de routes deux fois;
6. Le projet de réfection de la route 199 dans le secteur de Havre-Aubert, de même que le projet de réfection du chemin Grand-Ruisseau ont été réalisés conjointement avec le MTQ entre 2001 et 2006;
7. Le conseil municipal a choisi, en 2007, de prioriser le projet de réfection des conduites d'aqueduc et le prolongement du réseau de collecte des eaux usées dans le secteur Cap-aux-Meules-Fatima (CAM-FAT) afin de s'arrimer avec le projet du MTQ;
8. Aucun projet municipal de réfection, de mise aux normes ou de prolongement des conduites d'aqueduc ou de collecte des eaux usées n'a été réalisé aux Îles-de-la-Madeleine sans un soutien financier important du gouvernement du Québec;
9. Le conseil municipal a déposé une demande de soutien financier au ministère des Affaires municipales en septembre 2007;
10. En tant que maire, j'ai agi comme représentant du conseil municipal et des contribuables madelinots pour favoriser l'obtention d'un soutien financier à la réalisation du projet CAM-FAT;
11. Dans le cadre de mes responsabilités de maire, j'ai obtenu la collaboration de mes collègues du conseil municipal et de l'appareil administratif municipal pour élaborer la demande d'aide financière et les réponses aux interrogations des fonctionnaires;

12. L'absence d'expertise interne à la municipalité des Îles-de-la-Madeleine a toujours nécessité le recours à des firmes d'ingénierie-conseil;
13. Les fonctionnaires municipaux ont élaboré le projet CAM-FAT en collaboration avec deux firmes d'ingénierie-conseil, BPR et Roche;
14. Le cheminement du projet au sein du ministère des Affaires municipales, dans le projet CAM-FAT comme dans les autres projets d'infrastructures, a nécessité de nombreux aller-retour entre les fonctionnaires du ministère, ceux de la municipalité et les ingénieurs-conseils au dossier;
15. La municipalité a bénéficié de l'expertise des ingénieurs-conseils sur les plans techniques et stratégiques afin de trouver des solutions aux enjeux particuliers que représente la réalisation de projets d'infrastructures aux Îles-de-la-Madeleine;
16. Le maire, et souvent les conseillers municipaux des secteurs concernés, ont été tenus informés du cheminement du projet, le plus souvent par courriel;
17. Le maire et les élus des secteurs concernés ont parfois été conviés à des rencontres de travail avec les fonctionnaires municipaux et les ingénieurs-conseils afin d'établir des choix stratégiques ou techniques;
18. Selon ma compréhension de leur rôle, en concordance avec les vues de l'Association des ingénieurs-conseils, les ingénieurs-conseils ont fait le travail pour lequel ils sont compétents et ont été retenus par la municipalité;
19. Je n'ai jamais requis de la part des ingénieurs-conseils qu'ils exercent quelque pression politique que ce soit auprès de quiconque et je n'ai pas été témoin de tels agissements;
20. En tant que maire, j'ai toujours soutenu qu'il appartenait aux élus de faire les représentations politiques requises auprès des élus du gouvernement;
21. La présence et les interventions des ingénieurs-conseils aux côtés des fonctionnaires municipaux et du maire ont permis de trouver des solutions techniques satisfaisantes aux questionnements de la ministre, de son entourage et des fonctionnaires du ministère lors de rencontres de travail tenues dans les bureaux du ministère à Québec;
22. J'ai tenu les membres du conseil municipal, les contribuables et la presse locale informés de l'avancement du dossier sur une base régulière;
23. En ma qualité de maire, j'ai sollicité et obtenu l'appui du député des Îles-de-la-Madeleine, Maxime Arseneau, afin de manifester auprès de la ministre Normandeau l'urgence et l'importance du dossier pour les Madelinots (pj 1);

24. J'ai aussi écrit et signé des lettres à la ministre des Transports, Julie Boulet, afin de favoriser la coordination de son ministère avec celui des Affaires municipales pour la réalisation d'un projet conjoint aux Îles-de-la-Madeleine (pj 2);
25. J'ai fait des représentations auprès de la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, par écrit et à l'occasion de quelques rencontres (pj 3);
26. J'estime que le travail de maire repose sur l'établissement de relations interpersonnelles respectueuses, franches et honnêtes avec les citoyens, les fonctionnaires municipaux, les élus du conseil et les élus des gouvernements provincial et fédéral;
27. Je crois avoir établi une relation professionnelle de confiance avec certains ministres du gouvernement du Québec et du Canada pendant mes années à la mairie, dont Mme Nathalie Normandeau;
28. Ma relation avec Mme Normandeau a été établie et maintenue sur une base strictement professionnelle, d' élu à élu;
29. Les rencontres que j'ai eu l'occasion d'avoir avec Mme Normandeau se sont toujours déroulées dans un cadre de travail, en la présence d'un ou de plusieurs membres de l'entourage de la ministre et de mes collaborateurs;
30. Pendant mes années à la mairie, j'ai dressé une frontière étanche entre mon travail politique de représentation des intérêts de mes commettants et la politique partisane;
31. Je n'ai été membre d'aucun parti politique et je n'ai contribué au financement d'aucun parti politique pendant mes deux mandats à la mairie des îles;
32. Je n'ai participé à aucun évènement de nature partisane ou de financement politique pendant mes deux mandats à titre de maire des îles-de-la-Madeleine;
33. J'ai l'intime conviction que le soutien financier accordé par l'État québécois pour le projet CAM-FAT et les autres projets d'infrastructures ou de développement dans l'archipel madelinot entre 2005 et 2013 l'a été dans la continuité du rôle et de la responsabilité de l'État envers notre communauté insulaire, éloignée et d'une richesse foncière limitée;
34. J'ai l'intime conviction que les décisions gouvernementales de soutenir les projets d'infrastructures présentés et défendus par la municipalité des Îles entre 2005 et 2013 reposaient sur des considérations relatives à la validité et à l'importance des projets pour la communauté, à la logique économique inhérente aux projets conjoints avec le ministère des Transports, à la cohérence de l'argumentaire soumis au gouvernement et à la volonté gouvernementale de moduler ses programmes en fonction des réalités particulières des milieux;

35. J'estime que ce sont les représentations politiques légitimes du maire des Îles-de-la-Madeleine, de son conseil municipal et du député local, l'argumentaire économique et la validité technique du projet qui ont favorisé l'obtention d'une aide financière pour le projet Cap-aux-Meules - Fatima;
36. Je conclus, en conséquence, qu'aucun fait ne permet de soutenir la formulation d'un blâme à mon endroit, à titre de maire, pour avoir travaillé avec rigueur, conviction, honnêteté et transparence à la réalisation de projets d'infrastructures au bénéfice de mes commettants.

En foi de quoi j'ai signé :

[REDACTED]
Joël Arseneau

Affirmé solennellement devant moi,
À Cap-aux-Meules, Québec, ce 22 mai 2015

[REDACTED]
Jean-Paul Landry
Commissaire à l'assermentation pour le Québec

